



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-001 : Renouvellement de la convention avec la Fondation du Patrimoine

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Reconnue d'utilité publique, la Fondation du Patrimoine, organisme privé indépendant à but non lucratif, a pour mission de promouvoir la connaissance, la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine, sur le territoire français, et plus particulièrement celui qui n'est pas protégé au titre des monuments historiques.

La délivrance d'un label permet, sous certaines conditions, aux propriétaires privés de patrimoine non protégé au titre des monuments historiques de déduire de leur revenu global les dépenses d'entretien et de réparation de leurs immeubles patrimoniaux.



La Commune de Soorts-Hossegor abonde le fonds d'investissement créé et géré par la Fondation du Patrimoine d'un montant égal à 1% du coût TTC des travaux effectués par les propriétaires concernés,

Considérant qu'il semble intéressant de renouveler cette convention avec la Fondation du Patrimoine :

- en portant le taux d'intervention de la commune à 2% du coût TTC des travaux effectués et en limitant l'aide à une enveloppe globale annuelle de 10 000 € ;
- en faisant bénéficier les propriétaires dont le bien est classé en bâti remarquable et en villas intéressantes ;
- en reportant les fonds non utilisés de 7 839 € de la période précédente 2020-2021 pour des opérations à caractère exceptionnel.

VU les articles L. 143-1 et suivants du code du patrimoine portant sur les institutions relatives au patrimoine culturel ;

VU la délibération 11 décembre 2020 portant renouvellement de la convention avec la Fondation du Patrimoine ;

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le conseil municipal*

DÉCIDE de

- limiter l'aide à une enveloppe globale annuelle de 10 000 € pour les propriétaires dont le bien est classé en bâti remarquable et en villas intéressantes ;
- reporter les fonds non utilisés pour des opérations à caractère exceptionnel ;
- venir en soutien à la communication de la Fondation en relayant leur documentation et affiches permettant de valoriser in fine le patrimoine local.

APPROUVE la convention à intervenir entre la Commune de Soorts-Hossegor et la Fondation du Patrimoine jointe en annexe.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents liés à cette affaire dont la convention.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,




Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,




Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n° 230428-002 : Cession d'une parcelle de 130 m² en section cadastrale AP à la société BMSO

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La création d'un nouveau carrefour giratoire au niveau de l'entrée de Point P (société BMSO) a conduit à la modification de l'accès de ce négoce de matériaux du bâtiment par la route de Seignosse et l'avenue des Tisserands et a impacté la surface de vente du magasin en la réduisant.

A titre de compensation, il a été proposé à la société BMSO, de faire l'acquisition d'une partie résiduelle de terrain située en limite d'espace public et récupérer ainsi de la surface de vente. Cette cession est rendue possible par la mise en sens unique de l'avenue des Tisserands.



La cession du domaine public oblige à une consultation du Pôle d'Évaluation Domaniale de la Direction Générale des Finances Publiques. Le montant évalué par l'administration fiscale s'élève à 4500 € ; toutefois, cette évaluation ne prend pas en compte la génération d'espace de vente comme indiqué plus haut.

Pour rappel, la Commune n'a pas d'obligation de suivre l'avis du Domaine sur la valeur vénale mais doit déterminer le prix de vente en fonction des prix du marché et de l'intérêt public local.

La partie de parcelle détachée a une superficie d'environ 130 m². Il a été convenu une cession au prix de 120€/m² ainsi que cela se pratique sur la Zone d'Activité de Pédebert.

La partie d'espace public d'environ 130 m² (espace résiduel suite aux travaux de réaménagement des espaces publics par la Communauté de communes MACS en 2018) située au droit des parcelles AP 96 et AP 116 sera désaffectée du domaine public communal. Puis, elle sera déclassée après division réglementaire effectuée par un géomètre-expert et reversée dans le domaine privé de la Commune afin d'être cédée à la société BMSO.

VU les articles L. 2241-1 et suivant du code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L. 3111-1 et L 3221-1 du Code Général des Propriétés des Personnes Publiques ;

VU la demande de la Société BMSO sollicitant la cession de la parcelle cadastrée AP n°96p ;

VU l'avis de France Domaine en date du 18 août 2021 ;

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE de désaffecter une partie du domaine public en section cadastrale AP au droit des parcelles AP 96 et AP 116 puis de la déclasser du domaine public pour la reverser dans le domaine privé de la Commune.

DÉCIDE de vendre cette nouvelle parcelle issue du déclassement du domaine public en section AP, d'une superficie approximative de 130 m², à la société BMSO au prix de 120 €/m².

INDIQUE que les frais de notaire et de géomètre seront à la charge de la société BMSO.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout acte afférent à ce dossier.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Envoyé en préfecture le 02/05/2023

Reçu en préfecture le 02/05/2023

ID : 040-214003048-20230502-230428_002-DE



Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-003 : Acquisition des parcelles cadastrées AT 16 et AT 18 sise lieu-dit « Les Barthes » et demande de subvention auprès du Département des Landes

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Sensible aux enjeux environnementaux sur son territoire, la Commune de Soorts-Hossegor est titulaire du droit de préemption par délégation sur les Espaces Naturels Sensibles depuis la création du périmètre ENS en 2006 par le Département des Landes.

Le Département des Landes a transmis deux Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) dans le cadre des cessions des parcelles AT 16 et 18, indiquant le délai pour préempter.



Au titre de l'article L. 215-1 et suivants, ainsi que de l'article R. 213-1 et suivants du code de l'Urbanisme, la commune a proposé de faire l'acquisition de ces parcelles au prix de 2500 €/ha soit 1331 € pour 5324 m². Cette proposition a été acceptée par le vendeur dans une correspondance adressée en mairie le 29 mars 2023.

Cette acquisition entre dans le cadre du projet communal de mise en valeur et de pédagogie du secteur naturel des Barthes, et qui sera ouvert au public.

Par ailleurs, dans la continuité de l'action de protection du patrimoine naturel landais menée par le Département, une aide financière peut être sollicitée par la Commune sous la forme de subvention au titre de soutien aux acquisitions foncières auprès du service Patrimoine Naturel de la Direction de l'Environnement. Le règlement départemental indique un taux d'aide de 50 % maximum sur les terrains non bâtis en Zone de Protection des Espaces Naturels Sensibles (ZPENS).

VU l'article L. 215-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

VU l'article R. 213-1 et suivants du code de l'Urbanisme ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 24 février 2006 sollicitant la création d'une zone de préemption au titre des espaces naturels sensibles sur les secteurs dits des Barthes d'Hossegor et de Monbardon ;

VU la délibération du Conseil Départemental des Landes en date du 19 juin 2006, instaurant le droit de préemption sur le périmètre des Barthes de Soorts-Hossegor ;

VU le règlement d'intervention du Département des Landes sur le maintien des milieux naturels ;

VU la réponse favorable effectuée par le vendeur à la Commune le 29 mars 2023.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE l'acquisition des parcelles cadastrées AT 16 et 18 dans le cadre de l'application du droit de préemption dans la zone des Espaces Naturels Sensibles instaurée dans les Barthes de Soorts-Hossegor.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout acte nécessaire dans le cadre de cette acquisition.

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter des subventions auprès du Département des Landes dans le cadre du règlement d'intervention approuvé par le Conseil Départemental.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-004 : Approbation du principe de lancement d'une procédure de délégation de service public pour la gestion du Casino.

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Si les jeux organisés dans un casino ne constituent pas, en eux-mêmes, une activité de service public, la convention obligatoire qui lie l'exploitant à la Commune a le caractère d'une Délégation de Service Public (DSP) en raison des charges, concourant à la réalisation de missions d'intérêt général, imposées au cocontractant comme la promotion touristique et culturelle de la Commune, la restauration et la réalisation de travaux de rénovation et d'embellissement des biens concédés.

La délégation de service public pour la gestion du Casino de Soorts-Hossegor arrivant à échéance le 31 octobre 2023, il convient de relancer la procédure de mise en concurrence.



Il est proposé à l'assemblée de lancer une mise en concurrence courte, de 4 années, le temps des travaux de réfection du Sporting.

Une fois les travaux terminés, la Commune pourra relancer une consultation dans un bâtiment tout neuf, ce qui permettra d'intégrer dans le contrat l'obligation de réaliser des travaux conséquents au sein de la salle de jeu.

Le service de restauration sera intégré à la salle de jeu et l'activité de promotion touristique et culturelle sera surtout réalisée via du parrainage, les salons n'étant plus accessibles pour y faire des évènements.

L'article L. 1411-4 du code général des collectivités territoriales prévoit que les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leur groupement et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local. Elles statuent au vu d'un rapport joint en annexe.

Ce rapport présente :

- les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire ;
- les différents modes de gestion possibles (régie directe, régie autonome, régie personnalisée, gestion déléguée).

La gestion sous forme de délégation de service public imposée par l'article R. 2124-31 du CG3P et L. 1411-1 du CGCT présente les principaux avantages suivants :

- Un large transfert des risques et des responsabilités vers le délégataire ;
- Le bénéfice de l'expertise et de l'expérience d'un prestataire privé quelle qu'en soit sa nature (société, association...) ;
- Une maîtrise du service par le contrôle du délégataire.

Au regard de ces avantages et des considérations rappelées ci-avant, il est proposé de recourir à une gestion sous forme de Délégation de Service Public pour l'exploitation du Casino.

L'attribution de la DSP fait suite à une procédure de publicité permettant la présentation de plusieurs offres concurrentes.

La commission de délégation de services publics, créée par délibération en date du 1^{er} septembre 2020, dresse la liste des candidats admis à présenter des offres, offres qui sont ensuite librement négociées par le Maire qui choisit le délégataire et signe la convention DSP après son approbation par délibération du conseil municipal.

VU les dispositions du code général des collectivités territoriales,

VU les dispositions du code de la commande publique,

VU les dispositions du code de la sécurité intérieure,

VU l'arrêté du 14 mai 2007 relatif à la réglementation des jeux dans les casinos,

CONSIDÉRANT l'exposé de Monsieur le Maire ci-dessus,

CONSIDÉRANT l'avis favorable donné par les membres du Comité Social Territorial, lors de la séance du 12 avril 2023, sur le principe de lancement de la DSP pour la gestion du Casino,



*Après avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE le lancement d'une Délégation de Service Public pour la gestion du Casino.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à :

- accomplir les formalités nécessaires à la sélection du délégataire, notamment l'appel des candidatures, le recueil des offres, leur examen par la commission de DSP, leur négociation ainsi que la préparation de choix du délégataire à soumettre ultérieurement au conseil municipal ;
- signer tout acte concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-005 : Intégration de la Taxe Additionnelle Régionale aux tarifs de la taxe de séjour à compter du 1^{er} janvier 2024

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Une Taxe Additionnelle Régionale à la taxe de séjour a été intégrée dans la loi de finances 2023. Cette taxe, qui a vocation à financer les grands projets d'infrastructures ferroviaires français à venir, sera perçue au bénéfice des établissements publics locaux créés pour contribuer au financement de ces projets.

D'un taux de 34 %, elle s'ajoutera à la taxe de séjour instituée par la Commune sur les territoires des départements concernés par les futures lignes. Elle sera applicable à compter du 1^{er} janvier 2024 pour les lignes Sud-Ouest ; elle sera perçue par la Commune et reversée à l'Établissement Public compétent pour la ligne du Grand Projet du Sud-Ouest.



VU les articles L. 2333-26 et suivants du code général des collectivités territoriales,

VU le décret n° 2015-970 du 31 juillet 2015 relatif à la taxe de séjour et à la taxe de séjour forfaitaire,

VU les articles R. 5211-21, R. 2333-43 et suivants du code général des collectivités territoriales,

VU la loi de finances n°2022-1726 du 30 décembre 2022,

CONSIDÉRANT l'instauration d'une Taxe Additionnelle Régionale (TAR) à la taxe de séjour dans la loi de finance 2023 qui a vocation à financer les grands projets d'infrastructures ferroviaires français à venir,

CONSIDÉRANT que cette taxe sera perçue par la Commune et reversée à l'Établissement Public compétent pour la ligne du Grand Projet du Sud-Ouest.

Après en avoir délibéré,

A l'Unanimité,

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE de fixer les nouveaux tarifs comme suit, à compter du 1^{er} janvier 2024 :



Catégories d'hébergement	Tarif plancher	Tarif plafond	Commune	Département	Taxe Additionnelle Régionale	Prix total
Palaces	0,70 €	4,60 €	3,00 €	0,30 €	1,02€	4,32 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	0,70 €	3,30 €	1,20 €	0,12 €	0,41€	1,73 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	0,70 €	2,50 €	1,09 €	0,11 €	0,37€	1,57 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	0,50 €	1,60 €	1,00 €	0,10 €	0,34€	1,44 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,30 €	1,00 €	0,90 €	0,09 €	0,31€	1,30 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,20 €	0,80€	0,75 €	0,08 €	0,26€	1,09 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures.	0,20 €	0,60 €	0,60 €	0,06 €	0,20€	0,86 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles, et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes ports de plaisance	0,20 €		0,20 €	0,02 €	0,07€	0,29 €

AUTORISE Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'application de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par



dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR****DEPARTEMENT DES LANDES**

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-006 : Convention de mise à disposition des forages d'eau attenants au Golf à l'association du Golf Club d'Hossegor.

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27**Présents : 20****Votants : 25**

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Les anciens forages F1 et F2 sur les parcelles cadastrée BC 45 et 51, autorisés en 2001 par arrêté préfectoral et utilisés pour le pompage de l'eau brute avant traitement ont été abandonnés à la suite de la démolition de l'usine d'eau du centre-ville d'Hossegor en 2015 et au choix de la collectivité d'acheter l'eau en gros au SIPEP d'Angresse (intégré par la suite au SYDEC).



Ces deux forages existent toujours mais ne sont plus exploités. Il est proposé de les mettre à disposition du Golf d'Hossegor pour la création de deux nouveaux points de puisage pour l'arrosage du parcours.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition des forages d'eau attenants au Golf avec l'association du Golf Club d'Hossegor.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-007 : Conventions de parrainage dans le cadre du Centenaire d'Hossegor

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les dispositions des articles L. 2121-29, L. 2122-22 et L. 2541-12 ;

Le parrainage, consiste pour une entreprise à soutenir financièrement un événement, une personne, un produit ou une organisation, dans un but publicitaire.

L'arrêté du 6 janvier 1989 relatif à la terminologie économique et financière définit le parrainage comme un « soutien matériel apporté à une manifestation, à une personne, à un produit ou à une

organisation en vue d'en retirer un bénéfice direct. Les opérations de parrainage sont destinées à promouvoir l'image du parrain et comportent l'indication de son nom ou de sa marque. »

CONSIDÉRANT que la Commune de Soorts-Hossegor souhaite développer une démarche de parrainage pour dégager des financements complémentaires dans le cadre du centenaire d'Hossegor ;

CONSIDÉRANT l'intérêt pour la Commune de Soorts-Hossegor d'accepter les parrainages de l'ensemble des acteurs du développement économique dans la valorisation et la promotion du centenaire de la station.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE les conventions ci-annexées de parrainage.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les conventions ci-annexées et à procéder à toutes les opérations s'y rapportant.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-008 : Création d'une Association Syndicale Libre (ASL) pour la gestion de l'impasse Charles Derennes

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les dispositions des articles L. 2121-29, L. 2122-22 et L. 2541-12 ;

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 modifiée par les lois n°2004-1343 du 9 décembre 2004, n°2006-1772 du 30 décembre 2006 et n°2014-366 du 24 mars 2014 relative aux associations syndicales de propriétaires et tous textes d'application complémentaires ou modificatifs.

L'impasse Charles Derennes est une impasse privée divisée en 6 lots dont un des lots appartient à la commune de Soorts-Hossegor (terrain comprenant le poste de police municipale).

Afin de régulariser la relation entre les différents propriétaires et d'assurer une gestion pérenne de cette impasse, il est proposé de créer une association syndicale libre (ASL).

L'ASL correspond à un groupement de fonds de terrain à la différence du syndicat des copropriétaires, qui regroupe les propriétaires de logements faisant partie d'un même immeuble. Le conseil municipal est invité à valider le principe de création de l'ASL et autoriser Monsieur le Maire à signer les statuts et tous autres documents afférents à cette association.

Cette ASL sera dénommée « ASL des propriétaires de l'impasse Charles Derennes »

Seront membres de cette Association les propriétaires ou copropriétaires des terrains, bâtis ou non, cadastrés section BM, parcelles numéros 78, 79, 80, 81, 82 et 83.

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre en place une ASL afin de gérer cette copropriété horizontale

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE le principe de création d'un ASL

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les statuts ci-annexés et à procéder à toutes les opérations s'y rapportant.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-009 : Convention avec le Centre de Gestion des Landes pour la mise à jour du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) et du Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) de la commune.

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Centre de Gestion des Landes propose une convention d'adhésion au service Plan Communal de Sauvegarde (PCS) et du Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM). Cette convention permet l'élaboration d'un PCS et d'un DICRIM et/ou la mise à jour de ces derniers.

L'élaboration ou la mise à jour des PCS et DICRIM permet :



- de prendre en compte les modifications introduites par le nouveau Document Départemental sur les Risques Majeurs (DDRM) arrêté par les services de l'Etat dans le département ;
- de prendre en compte tous les changements de personnels, de mise à jour des tableaux relatifs aux personnes nécessitant une attention particulière, de numéros de téléphone des élus et référents, ainsi que la mise à jour de la cartographie (notamment concernant le risque inondation) ;
- de réaliser une mise à jour du Système d'Alerte et d'Information des Populations (SAIP) ainsi que l'affichage obligatoire en mairie concernant les risques majeurs et, pour les Communes concernées, le plan POLMAR (Pollution Maritime).

VU la loi n ° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile, notamment les titres I et II et les décrets d'application ;

VU la loi M 2021-1520 du 25 novembre 2021, notamment le titre Ier et les décrets d'application

VU le décret n ° 2005-1269 du 12 octobre 2005 relatif au code d'alerte national et aux obligations des services radio et de télévision et des détenteurs de tout autre moyen de communication au public et pris en application de l'article L. 737-7 du code de la sécurité intérieure ;

VU le décret n ° 2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au plan communal de sauvegarde, pris pour application de l'article 13 de la loi n ° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU le décret n ° 2005-1157 du 13 septembre 2005 relatif au plan ORSEC, pris en application des articles L. 741-1 à L. 741-5 du code de la sécurité intérieure ;

VU le décret n ° 2005-1158 du 13 septembre 2005 relatif aux plans particuliers d'intervention concernant certains ouvrages ou installations fixes pris pour application de l'article 15 de la loi n ° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ; vu les articles L.1424-3, L.1424-4, L.2211-1, L.2212-2, L.2212-4 et L.2215-1 du code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L.125-2 et R.125-9 à R.125-14 du Code de l'environnement sur le droit à l'information ;

VU les articles L.563-3 et R.563-11 à R.563-15 du Code de l'environnement qui prescrivent l'implantation de repères de crue dans les zones inondables (la liste de ces repères et la carte communale de leur implantation doivent figurer dans le DICRIM) ;

VU les articles L. 125-5 et R.125-23 à R.125-27 du Code de l'environnement définissant les conditions d'information sur les risques des locataires ou acquéreurs d'un bien immobilier à partir des documents mis à disposition des maires par le préfet de chaque département ;

VU le décret n ° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale ;
Vu la circulaire ministérielle INTE 0500080C du 12 août 2005 relative aux réserves communales de sécurité civile ;

VU le projet de convention présenté en annexe,



*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE la convention cadre portant sur la création et la mise à jour du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) et du Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) présentée en annexe de la présente délibération,

AUTORISE Monsieur le Maire à intervenir sur toutes pièces et formalités y afférentes.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-010 : Modification de l'aménagement forestier de la forêt communale de SOORTS-HOSSEGOR pour la période 2023 - 2027

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire indique que le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur le projet de modification de l'aménagement forestier de la forêt communale proposé par l'ONF ; ce projet modifie et complète l'aménagement forestier en vigueur de façon mineure sur la période 2023-2027.

Monsieur le Maire expose les grandes lignes du projet de modification qui comprend :

- la suppression de l'ancienne parcelle forestière 4 de la forêt communale à la suite de l'extension du parc d'activités de Pédebert ;
- l'intégration des mesures de compensation environnementale telles qu'elles ont été demandées par les services de l'Etat lors de l'autorisation de l'extension de la Zone d'Activités de Pédebert acceptées par la Commune sur les parcelles 6 et 7 de la forêt communale ;

- l'intégration à l'aménagement forestier d'une parcelle cadastrale (AO 16) récemment rattachée au régime forestier qui formera la nouvelle parcelle 4 ;
- un programme d'actions sur le moyen terme, en particulier sur les parcelles forestières 4, 6a, 6b et 7 ; les grands objectifs de l'aménagement forestier restant en vigueur.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE la modification de l'aménagement proposé.

AUTORISE Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'application de la présente délibération.



PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-011 : Avenant à la convention de concession des plages naturelles

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Sécrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le domaine public maritime est de la compétence de l'Etat, qui en est également le propriétaire. Celui-ci peut accorder des concessions à des personnes publiques ou privées pour en assurer la gestion, historiquement dans le cadre du décret n°2006-608 du 26 mai 2006. Il peut notamment autoriser une concession à entretenir et exploiter les plages concédées pour une durée qui ne peut excéder 12 ans afin de répondre « aux besoins du service public balnéaire ».

Ces concessions sont accordées en priorité aux communes. Des éventuels sous-traités d'exploitation peuvent être également autorisés après publicité et mise en concurrence préalable.

En effet, le concessionnaire peut lui-même confier à un ou plusieurs « sous-traitants », signataire de conventions d'exploitation, tout ou partie de ces activités nécessaires aux besoins du service public



balnéaire. La durée de cette convention ne peut excéder la durée de la concession accordée par l'Etat. Dans ce cadre-là, les 80% de la longueur et de la surface totale de la plage doivent être « libres de tout équipement et installations » et les installations (hormis les installations sanitaires publiques et postes de secours) ne peuvent être que des installations démontables ou transportables, permettant notamment à l'issue de l'exploitation, un retour du site à l'état initial. Ces installations peuvent être autorisées uniquement pendant une période préalablement définie et qui ne peut excéder six mois de l'année.

L'arrêté préfectoral DDTM/SPEMA/2019 n°00245 du 18 juin 2019 a accordé une concession des plages naturelles pour une durée de 6 ans à la Commune.

Madame la Préfète a alerté les élus littoraux de la mise en application du décret n° 2019-482 du 21 mai 2019 faisant la liste des aménagements légers pouvant être implantés sur les plages avec pour conséquence de remettre en cause l'exploitation en matière de restauration de plage. Les réunions de travail relatives à la mise en application de ce décret ont conclu à la nécessité de se donner davantage de délai pour étudier collectivement les éventuelles possibilités de repli en dehors du domaine public maritime.

Pour ce faire, il convient d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter (au nom de la Commune de Soorts-Hossegor, concessionnaire), auprès de l'Etat, concédant, la prolongation jusqu'au 31 décembre 2026 de la concession des plages naturelles accordée par l'arrêté préfectoral DDTM/SPEMA/2019 n°00245 du 18 juin 2019 et à signer avec l'Etat l'avenant à la convention correspondante.

VU L'arrêté préfectoral DDTM/SPEMA/2019 n°00245 du 18 juin 2019 a accordé une concession des plages naturelles pour une durée de 6 ans à la Commune,

CONSIDÉRANT la mise en application du décret n° 2019-482 du 21 mai 2019 établissant la liste des aménagements légers pouvant être implantés sur les plages,

CONSIDÉRANT la nécessité de se donner le temps d'étudier sereinement et conjointement avec les services de l'Etat les éventuelles solutions possibles concernant le déplacement des établissements de restauration de plage,

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

SOLLICITE auprès de l'Etat, autorité concédante du domaine public maritime, la prolongation jusqu'au 31 décembre 2026 de la concession des plages naturelles accordée par l'arrêté préfectoral DDTM/SPEMA/2019 n°00245 du 18 juin 2019.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention correspondante, ainsi que tous documents s'y rapportant pour son exécution.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.



Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-012 : Label Handiplage : Renouvellement de la convention de partenariat pour les plages Sud et Blanche 2023-2027

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

CONSIDÉRANT que la Commune dispose de trois plages labellisées Handiplage, les plages Blanche et Chênes Lièges au Lac et la plage Sud à l'océan ;

CONSIDÉRANT que le label est attribué pour cinq ans et que celui décerné aux plages Sud et Blanche arrive à échéance cette année. ;

CONSIDÉRANT que chaque année des efforts en travaux et investissements sont faits sur ces plages pour maintenir les conditions d'accueil ;



CONSIDÉRANT que le renforcement des conditions d'accessibilité des plages et des activités nautiques pour les personnes en situation de handicap est un engagement de fort de l'équipe municipale.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat avec l'association Handiplage annexée à la présente, pour labelliser les plages Sud et Blanche de 2023 à 2027 pour un montant de 300 € par plage.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-013 : Ouvertures de postes et modification du tableau des effectifs

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

En application des Lignes Directrices de Gestion, il convient d'ouvrir et de modifier les postes suivants :

- **3 postes d'Adjoint technique principal de 2^{ème} classe**
(En remplacement de 3 postes d'Adjoint technique)
- **2 postes d'Agent social principal de 2^{ème} classe**
(En remplacement de 2 postes d'Agent social)
- **1 poste de Rédacteur principal de 2^{ème} classe**
(En remplacement d'1 poste de rédacteur)



CONSIDÉRANT la volonté d'ouvrir des postes à la suite de nomination via les avancements de grades de l'année 2023 et conformément aux Lignes Directrices de Gestion de la Commune de Soorts-Hossegor.

VU l'avis favorable de la Commission des Ressources Humaines du 22 mars 2023,

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE de modifier le tableau des effectifs en créant les postes suivants :

- 3 postes d'Adjointes techniques principal de 2^{ème} classe ;
- 2 postes d'Agent social principal de 2^{ème} classe ;
- 1 poste de Rédacteur principal de 2^{ème} classe.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

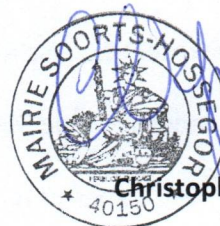
Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n° 230428-014 : Avenant n°1 à la convention pôles retraites et protection sociale du Centre de Gestion des Landes

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil Municipal de l'avenant à la convention rédigé par le Centre de gestion des Landes ayant pour intitulé : Avenant n°1 à la convention pôles retraites et protection sociale.

Cet avenant n°1 à la convention est conclu en application des dispositions de l'article L. 452-41 du code de général de la fonction publique territoriale, et vient proroger les termes de la convention initiale 2020-2022 à compter du 1^{er} janvier 2023 jusqu'à la signature de la nouvelle convention de partenariat avec la Caisse de Dépôts et Consignations.

Le CDG des Landes propose un avenant à la convention, dans l'attente de la signature d'une nouvelle convention de partenariat avec la Caisse de Dépôts et Consignations, agissant en qualité de gestionnaire de la CNRACL, de l'IRCANTEC et de la RAFF. Il est établi afin d'éviter que les collectivités adhérentes n'aient plus de conventionnement pour 2023.

Cet avenant est proposé dans les mêmes conditions techniques, juridiques et financières que la convention initiale 2020-2022.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention pôles retraites et protection sociale du Centre de Gestion des Landes.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer cet avenant à la convention ainsi que tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

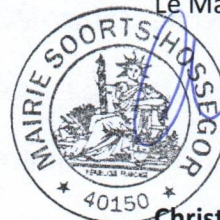
Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-015 : Délibération fixant les plafonds de prise en charge du compte personnel de formation (CPF) et ses modalités de mise en œuvre

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code général de la fonction publique ;

VU la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;

VU le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;



VU le décret n° 2014-1717 du 30 décembre 2014 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Système d'information du compte personnel de formation » relatif à la gestion des droits inscrits ou mentionnés au compte personnel de formation ;

VU le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

VU l'avis favorable de la Commission des Ressources Humaines en date du 22 mars 2023,

VU l'avis favorable du Comité Social Territorial réuni en date du 12 avril 2023,

Considérant ce qui suit :

Les articles L. 422-4 à L. 422-7 du code général de la fonction publique créent, à l'instar du dispositif existant pour les salariés de droit privé, un Compte Personnel d'Activité (CPA) au bénéfice des agents publics, c'est à dire aux fonctionnaires et aux agents contractuels, qu'ils soient recrutés sur des emplois permanents ou non, à temps complet ou non complet.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, tout agent public bénéficie d'un Compte Personnel d'Activité (CPA). Celui-ci a pour objectifs de renforcer l'autonomie des agents publics et de faciliter leur évolution.

Dans le secteur public, le Compte Personnel d'Activité (CPA) se compose de deux comptes distincts :

- **le Compte Personnel de Formation (CPF) ;**
- **le Compte d'Engagement Citoyen (CEC).**

Le CPA a pour objectifs, par l'utilisation des droits qui y sont inscrits, de renforcer l'autonomie et la liberté d'action de l'agent et de faciliter son évolution professionnelle.

Le Compte Personnel de Formation mis en œuvre dans ce cadre se substitue au Droit Individuel à la Formation (DIF). Il permet aux agents publics d'acquérir des droits à la formation, au regard du travail accompli, dans la limite de 150 heures, portés à 400 heures pour les agents de catégorie C dépourvus de qualifications. Un crédit d'heures supplémentaires est en outre attribué, dans la limite de 150 heures, à l'agent dont le projet d'évolution professionnelle vise à prévenir une situation d'incapacité à l'exercice de ses fonctions.

Les agents publics peuvent accéder à toute action de formation, à l'exception de celles relatives à l'adaptation aux fonctions exercées, ayant pour objet l'acquisition d'un diplôme, d'un titre, d'un certificat de qualification professionnelle ou le développement des compétences nécessaires à la mise en œuvre de son projet d'évolution professionnelle.

Certaines formations sont considérées par les textes réglementaires comme prioritaires dans l'utilisation du CPF :

- la prévention d'une situation d'incapacité à l'exercice des fonctions ;
- la validation des acquis de l'expérience ;
- la préparation aux concours et examens.

L'organe délibérant peut définir d'autres priorités, en complément.

Le Compte Personnel de Formation peut également être mobilisé en articulation avec le congé de formation professionnelle et en complément des congés pour validation des acquis de l'expérience et pour bilan de compétences.



Le décret du 6 mai 2017 précise les conditions et modalités d'utilisation du CPF et prévoit notamment que la prise en charge des frais pédagogiques et des frais occasionnés par le déplacement des agents à cette occasion peut faire l'objet de plafonds déterminés par l'assemblée délibérante.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le conseil municipal,*

DÉCIDE :

Article 1 : Plafonds de prise en charge des frais de formation au titre du CPF

Dans le cadre des dispositions ouvertes par l'article 9 du décret du 6 mai 2017 susvisé, la prise en charge des frais pédagogiques se rattachant à la formation suivie au titre du compte personnel d'activité est plafonnée de la façon suivante :

- Le budget annuel global consacré aux coûts pédagogiques des projets s'inscrivant dans le cadre du CPF s'élève à 15% du budget formation arbitré de manière annuelle ;
- La somme pouvant être accordée pour une action de formation CPF est plafonnée à 1500 euros TTC.

En cas de non consommation desdits crédits avant le 1er septembre de l'année N, ces derniers seront dédiés à de la formation professionnelle en concordance avec les besoins de la collectivité.

Article 2 : Prise en charge des frais occasionnés

La collectivité ne prend pas en charge les frais occasionnés par les déplacements ou autres frais annexes (repas, hébergement, ...) des agents lors des formations. Ces frais seront à la charge de l'agent.

Article 3 : Demande d'utilisation du CPF

L'agent devra formuler une demande dans les délais impartis selon le calendrier communiqué par le service des Ressources Humaines.

L'agent devra formuler sa demande de formation au titre du CPF par écrit par le biais du formulaire de demande d'utilisation du CPF (accessible auprès du chef de service et du service des Ressources Humaines).

Le dossier doit impérativement comporter les éléments suivants :

- La description détaillée du projet d'évolution professionnelle et motivations ;
- Le programme et la nature de la formation visée ;
- Le nom de l'organisme de formation sollicité ;
- Le nombre d'heures requises, le calendrier et le coût de la formation ;

Article 4 : Instruction des demandes

Les demandes devront obligatoirement être présentées dans le respect du calendrier dressé par le service des Ressources Humaines.

Périodicité du calendrier : pour une formation entrant dans un cadre courant, les dossiers seront examinés entre janvier et mai de l'année N pour une inscription à l'action de formation en septembre de l'année en cours.

Article 5 : Critères d'instruction et priorité des demandes



Lors de l'instruction des demandes, les actions de formations suivantes seront prioritaires (article 8 du décret n° 2017-928 du 6 mai 2017) :

1. Les actions de formation visant à prévenir une situation d'incapacité à l'exercice des fonctions ;
Suivre une action de formation, un accompagnement ou bénéficier d'un bilan de compétences, permettant de prévenir une situation d'incapacité à l'exercice des fonctions ;
2. Suivre une action de formation ou un accompagnement à la validation des acquis de l'expérience par un diplôme, un titre ou une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles ;
3. La prévention de l'usure professionnelle (physique et psychique) ;
4. Les projets de reconversion, de mobilité professionnelle ;
5. Suivre une action de formation de préparation aux concours et examens qui ne sont pas nécessaires aux besoins immédiats de la collectivité.

Chaque situation sera ensuite appréciée en considération des critères suivants :

1. Le calendrier de formation et les nécessités de service ;
2. L'ancienneté dans le poste ;
3. Le coût de formation ;
4. Autre dispositif de financement de formation dont l'agent aurait déjà bénéficié ;
5. Le nombre de formations suivies par l'agent dans l'année ;
6. La pertinence de la formation par rapport à la situation ou au projet de l'agent (démarche d'acquisition d'un diplôme, l'agent devra avoir un projet construit et devra avoir les prérequis pour suivre l'action de formation envisagée)

L'agent devra avoir un projet construit et avoir réalisé des démarches pour découvrir et s'approprier le métier/l'activité envisagée. En outre, il devra bien entendu avoir les prérequis pour suivre l'action de formation envisagée.

Article 6 : La décision de l'autorité territoriale

La décision de l'autorité territoriale sera adressée par écrit à l'agent dans un délai de 2 mois. En cas de refus, celui-ci sera motivé, et pourra être contestée à l'initiative de l'agent devant l'instance paritaire compétente.

AUTORISE Monsieur le Maire à adopter les plafonds de prise en charge du CPF et ses modalités de mise en œuvre.

PRÉCISE que les crédits correspondants sont inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.



Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-016 : Mise à jour du Règlement intérieur du personnel communal de Soorts-Hossegor

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-8,

VU la délibération du Conseil Municipal du 13 mars 2014 adoptant le règlement intérieur du personnel de la Commune de Soorts-Hossegor,

VU les délibérations des Conseils Municipaux du 6 avril 2022 et du 20 janvier 2023 portant modification du règlement intérieur du personnel communal de la Ville de Soorts-Hossegor,

VU l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 12 avril 2023,

CONSIDÉRANT la réunion de la Commission des Ressources Humaines en date du 22 mars 2023 afin de procéder à l'étude de propositions visant à modifier les dispositions du règlement intérieur du Conseil municipal,

CONSIDÉRANT dès lors qu'il convient de prendre acte des modifications proposées à la suite de la séance du Comité Social Territorial.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

ADOpte le règlement intérieur du personnel modifié ci-annexé, et charge Monsieur le Maire et le Directeur Général des Services de l'exécution et de la publication de cette délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD